

CAMBODGE



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+ Revu de la performance nationale

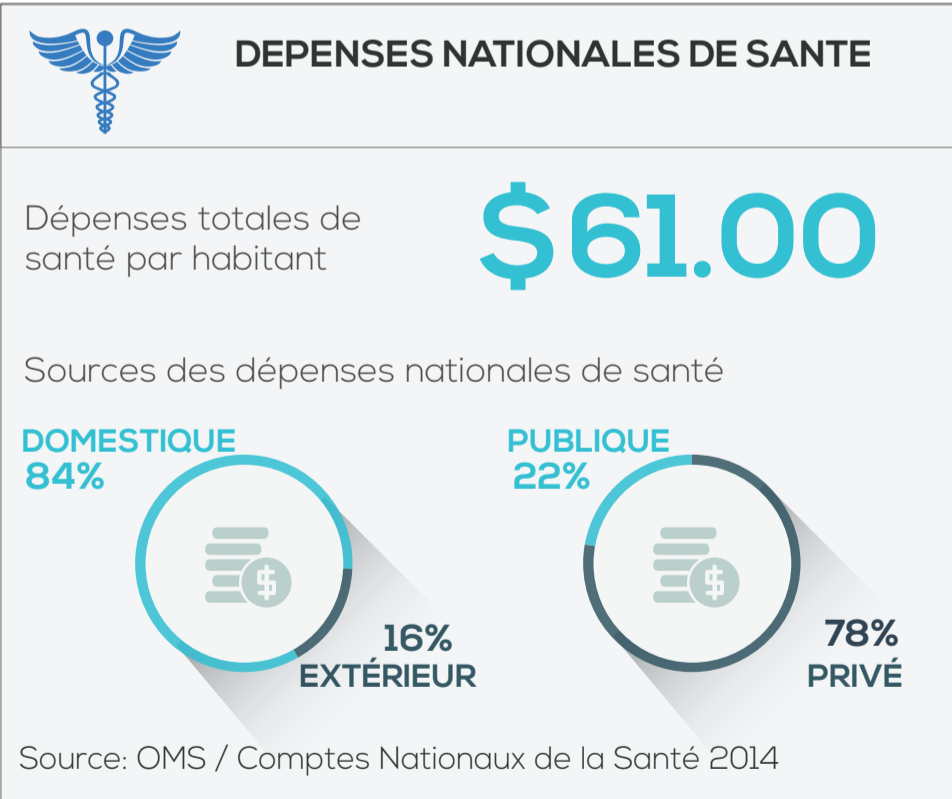
COMMENT INTERPRETER LE PROFIL DU PAYS

Toutes les données présentées dans ce tableau de bord ont été fournies par le Ministère de la Santé (MS), les partenaires au développement (de 15 PD appuyant le secteur, 13 PD ont participé), les organisations de la société civile (16 OSC ont participé) et des représentants du secteur privé (5 SP ont participé) appuyant le secteur de la santé. En principe, toutes les données soumises par les PD, OSC et SP ont été validées par le MS.

Les 8 pratiques de coopération efficace au développement (CED) sont présentées sous 4 engagements. Les 3 premiers engagements présentent la performance du gouvernement et des PD envers 6 pratiques de CED. Le dernier engagement inclut également l'opinion des OSC et du SP concernant les pratiques relatives à leur engagement.

Lorsque c'est possible, les évolutions de la performance sont présentées sur la base des données recueillies lors des quatre cycles de suivi précédents (en 2007, 2011, 2013 et 2015). Pour plus de précision, des commentaires sur la pratique CED sont fournis dans des encadrés, quand ils sont pertinents.

Voir www.internationalhealthpartnership.net/cambodia pour plus de détails et des données désagrégées sur les informations fournies.

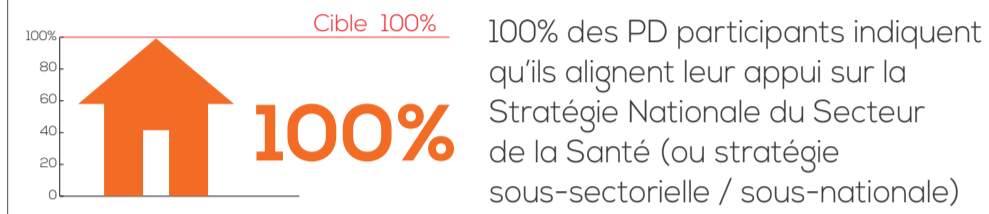


ENGAGEMENT

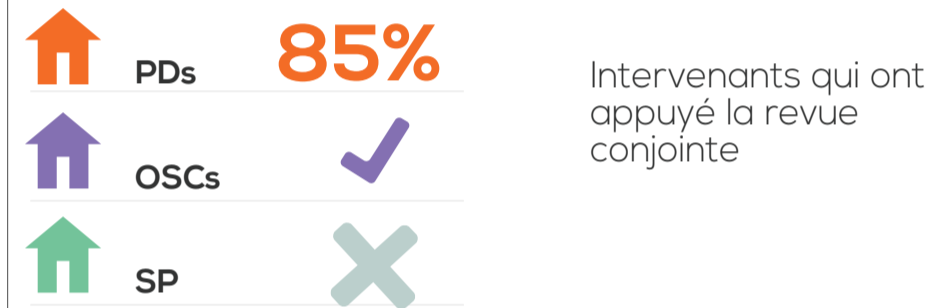
DE METTRE EN PLACE DES STRATEGIES SECTORIELLES SANTE ROBUSTES, DE PROCEDER A DES REVUES CONJOINTES ET DE RENFORCER LA REDEVABILITE

LES PARTENAIRES SOUTIENNENT UNE STRATEGIE NATIONALE DE SANTE UNIQUE

Alignement de l'appui à la Stratégie du Secteur de la Santé



Est-ce que le plan national du secteur de la santé a été revu conjointement ?



LA REDEVABILITE MUTUELLE EST RENFORCEE

Un plan national de Suivi et d'Evaluation existe pour la Stratégie du Secteur de la Santé ?

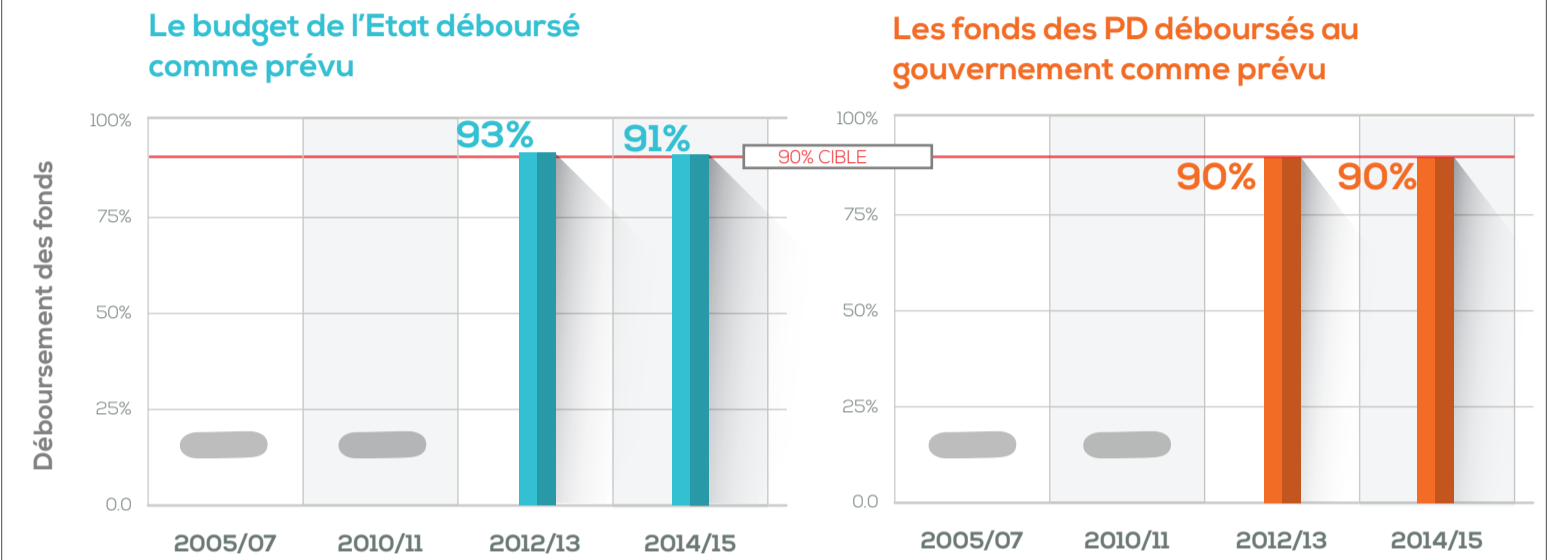


Alors que 15 % des PDs se servent uniquement des indicateurs de santé nationaux, 77 % utilisent un cadre de résultats convenu et un système S&E harmonisé, bien qu'ils soient différents de ceux du niveau national.

ENGAGEMENT

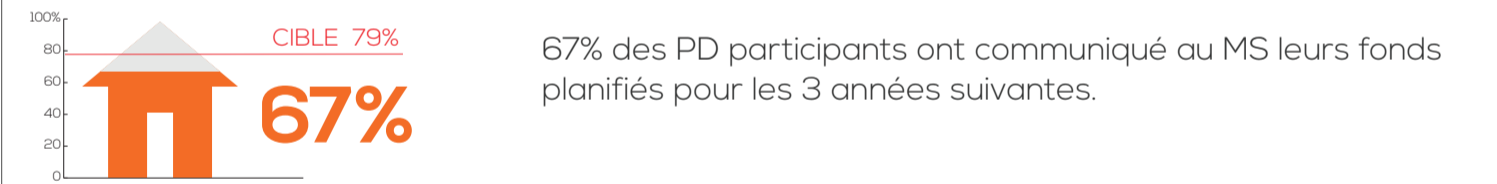
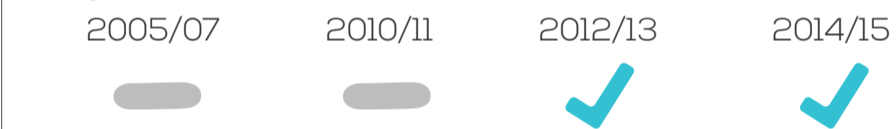
D'AMELIORER LE FINANCEMENT, LA PREVISIBILITE ET LA GESTION FINANCIERE DU SECTEUR DE LA SANTE

LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE EST PLUS PREVISIBLE



Prévisibilité des fonds futurs

Budget triennal roulant ou Cadre de Dépenses à Moyen Terme en place:

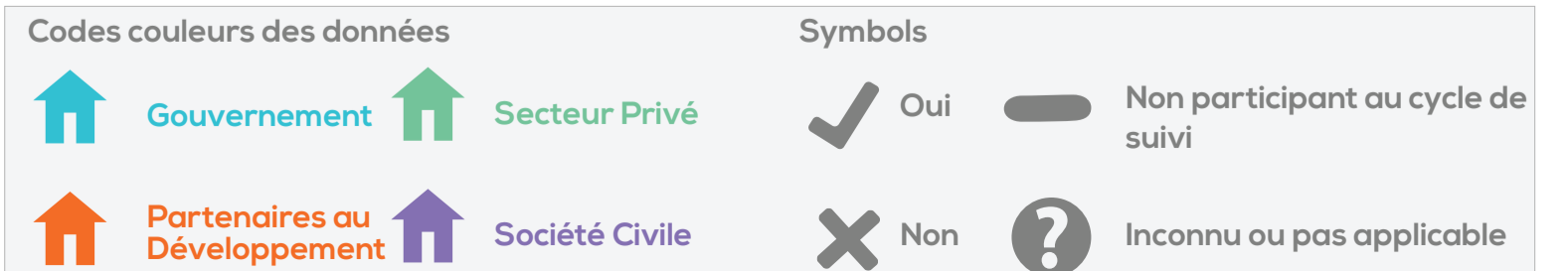


L'AIDE A LA SANTE S'INSCRIT DANS LE CADRE DES BUDGETS NATIONAUX



Aucune donnée de la part du Gouvernement n'était disponible et les PDs participants semblent avoir appliqué des définitions différentes quant à la notion d'inclusion dans le budget national.

LÉGENDE



CYCLE DE SUIVI 2016 DE L'IHP+

ihp results

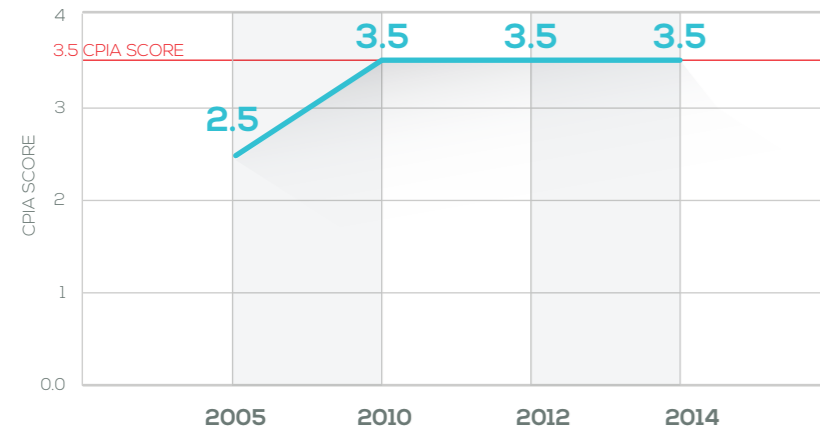
ENGAGEMENT

D'ETABLIR, RENFORCER ET UTILISER LES SYSTEMES DU PAYS



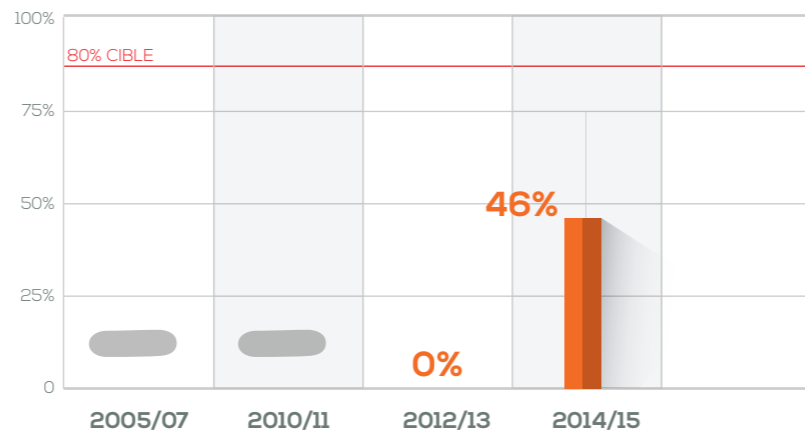
LES SYSTEMES DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP) SONT RENFORCES ET UTILISES

Les systèmes nationaux de GFP sont-ils de bonne qualité ?



Source : Banque Mondiale. Données CPIA

Pourcentage des fonds PD utilisant les systèmes GFP



33%

33% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système de GFP et pour le renforcement des capacités

Les PDs qui utilisent le système de GFP sont GAVI et les partenaires du PASS2.



LES SYSTEMES DE PASSATION DE MARCHES ET D'APPROVISIONNEMENT SONT RENFORCES ET UTILISES

Une stratégie nationale de passation de marchés et d'approvisionnement existe-t-elle ?



31% des PD participants utilisent le système national de passation des marchés et d'approvisionnement

31%

31% des PD participants confirment qu'il y a suffisamment d'appui en place pour le renforcement du système national de passation des marchés et d'approvisionnement, ainsi que pour le renforcement des capacités.



L'ASSISTANCE TECHNIQUE EST COORDONNÉE ET LA COOPÉRATION SUD-SUD INTERVIENT POUR LE TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Un plan d'assistance technique national convenu est-il en place ?



(NA) des PD participants fournissent de l'assistance technique alignée sur le plan national.

Le MS bénéficie-t-il de la coopération Sud-Sud ?

Toujours



92% des PD participants appuient la coopération Sud-Sud.

ENGAGEMENT

D'ETABLIR UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LA PARTICIPATION DES OSC ET DU SECTEUR PRIVE DANS LE SECTEUR DE LA SANTE



ENGAGEMENT PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quel espace le gouvernement prévoit-il pour la participation efficace des OSC dans la politique, la planification et le suivi du secteur de la santé ? (Sources : le questionnaire qualitatif du gouvernement et l'enquête en ligne des OSC)



Le gouvernement consulte les OSC pour le développement, l'exécution et le suivi des politiques nationales de santé



29% des OSC confirment qu'elles sont consultées



Le gouvernement fournit des ressources financières



0% des OSC reçoivent des ressources financières



Le gouvernement fournit de la formation

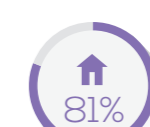


0% des OSC reçoivent de la formation

Dans quelle mesure la participation des OSC dans les processus de politique sanitaire nationale est-elle effectivement appuyée par les PD ? (Sources : le questionnaire qualitatif des PD et l'enquête en ligne des OSC)



Les PD consultent les OSC pour le développement de leurs programmes de santé



81% des OSC confirment qu'elles sont consultées



Les PD fournissent des ressources financières



71% des OSC reçoivent des ressources financières



Les PD fournissent de l'assistance technique



71% des OSC reçoivent de l'assistance technique



ENGAGEMENT PAR LE SECTEUR PRIVE



Le secteur privé (SP) n'avait pas été invité à participer à l'élaboration du Plan stratégique du secteur de la santé (PSSS) 2016 - 2020, ni à s'impliquer dans les processus d'élaboration des politiques. Les représentants du SP ne signalent aucun soutien à la participation de la part des



Le MS a créé un sous-groupe de travail technique chargé des partenariats public-privé (PPP). Un Plan stratégique pour les PPP, qui soulignera l'implication stratégique entre le SP et le MS, sera élaboré en temps voulu.



Aucun organisme indépendant d'accréditation n'existe afin d'assurer la qualité des soins à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé.



Le SP, y compris les représentants d'associations professionnelles, a une capacité limitée pour le plaidoyer et la participation à l'élaboration de politiques.

